

Appuyer la reconnaissance légale de "territoires communautaires d'origine" des communautés andines aymaras de Potosi et Oruro

Action Locale

Gestion des ressources naturelles

Bilan 2009 – Programmation 2010

1. Titre

Accompagnement de la titularisation foncière des Terres Communautaires d'Origine

2. Description succincte de l'action

La Bolivie se caractérise par sa forte population indigène (plus de 60% d'après les recensements). Les peuples indigènes ont revendiqué depuis le début des années 1990 une reconnaissance par l'Etat de leurs territoires et des garanties pour réaliser une gestion autonome en fonctions de leurs modes propres de gouvernance.

Une des politiques publiques mises en place pour répondre à ces demandes est la reconnaissance des Territoires Communautaires d'Origine (TCO) et leur légalisation foncière. La coopération danoise a appuyé ce programme depuis l'année 2003 et AVSF a accompagné, dans ce cadre, 5 organisations indigènes de l'altiplano entre 2006 et 2009.

Le rôle d'AVSF dans ce montage consistait à fournir assistance techniques et juridique aux populations qui souhaitent légaliser leur TCO, garantir une prise de décision informée de ces populations, accompagner la résolution de conflits et faciliter les relations entre les populations des TCOS, les organisations indigènes et les pouvoirs publics.

3. Zone d'intervention

Bolivie, Départements d'Oruro, Cochabamba, Chuquisaca,

4. Bénéficiaires

Bénéficiaires directs :

- les 5 régionales de la CONAMAQ (Consejo Nacional de Markas y Ayllus del Qollasuyu)

Nombre de familles : 5.000 familles

Nombre de personnes : 25.000

Bénéficiaires indirects :

- Les familles de la zone Intersalar

Nombre de familles : 5.000 familles

Nombre de personnes : 25.000

5. Situation et buts poursuivis

Contexte et Problématique :

Le respect des droits indigènes est étroitement lié à la reconnaissance juridique des territoires ancestraux et à la reconnaissance par l'Etat de modes de gouvernance endogènes et autonomes des peuples indigènes.

Le contexte politique bolivien est devenu depuis la fin des années 1990 de plus en plus favorable à la reconnaissance des droits indigènes, phénomène qui s'est accentué depuis la montée au pouvoir du président Evo Morales. Depuis 2006, la déclaration 169 de l'OIT sur les droits indigènes a été incorporée intégralement dans la législation nationale, la Constitution Politique de l'Etat ratifiée en 2009 a donné naissance à un Etat *Plurinational*, et ouvert la porte à la création de territoires indigènes autonomes.

La reconnaissance juridique des Territoires Communautaires d'Origine est une garantie foncière pour les peuples, et, au delà du titre de propriété, pose toute la question de la gouvernance de ces territoires reconnus légalement, de leur relation avec l'Etat et de la (re) définition des règles de distribution, accès et usages des ressources que ces territoires enferment.

Objectif général :

Accompagner les organisations indiennes dans leur demande de régularisation des TCOs.

Objectifs spécifiques :

Obtenir le titre foncier des TCOs accompagnées en garantissant l'information des populations concernées, l'appui dans la gestion de conflits et une réflexion au sein de l'organisation indienne sur les enjeux stratégiques du programme TCO (relation à l'Etat, relation à la gestion des territoires et l'autonomie, résultats de cette politique en termes de consolidation du projet politique indien en Bolivie).

6. Durée

Date début : **01/06/2006**

Date prévisionnelle de fin : **31/12/2009**

7. Partenaires techniques

Partenaire technique principal :

- CONAMAQ et 5 organisations indigènes régionales.

8. Coût, financement et partenaires financiers

Coût total de l'action : 114 300 € sur 1 an (2009)

Partenaires financiers : DANIDA : 114 300 €

9. Ressources humaines

Professionnel national :

- Omar Callisaya, coordinateur
- Lily Rodrigues, agronome
- Marcelo Mercado, avocat
- Weimar Soto, sociologue
- Ruth Bautista, sociologue, spécialiste relations de genre
- Samuel Flores, géographe

10. Principales activités menées en 2009 :

- Accompagnement de 24 demandes de TCO
- Appui à la résolution de 7 conflits fonciers
- Réalisation d'un diagnostic sur la situation des femmes et leur accès à la terre
- Organisation du Tribunal Agraire de la Femme, plateforme institutionnelle chargée de la réflexion et élaboration de propositions autour de la problématique foncière et du genre dans les territoires indiens.
- Organisation de 4 rencontres nationales entre organisations indiennes pour évaluer la politique de titularisation de TCO, échanges autour de la stratégie pour concrétiser les autonomies indiennes, échanges autour des pratiques de gestion territoriale indienne.
- Formation de plus de 40 promoteurs des organisations indiennes pour l'utilisation de GPS et élaboration de Systèmes d'Information Géographique. Réalisation d'un manuel de capitalisation.

11. Résultats et effets obtenus en 2009

1. Changements des systèmes de production	
2. Situation économique des familles paysannes	
3. Changements des modes de vie (au-delà des systèmes de production)	Au moins 4.000 familles ont obtenus, ou sont en voie d'obtenir, un titre foncier qui reconnaît leur appartenance à un territoire ancestral.
4. Développement d'une gestion des ressources plus durable, plus participative et plus équitable	La démarche foncière de la TCO dans les 24 territoires concernés a généré une redéfinition des droits d'accès et usage des ressources territoriales. La question de l'équité est en toile de fond, mais pas toujours résolue.
5. Capacités d'adaptation des agricultures paysannes au changement climatique et/ou capacité de réduction d'émission de GES*	
6. Changements socioéconomiques de la situation des femmes	Visualisation des iniquités de genre quant à l'accès à la terre, amorçage d'une réflexion entre les organisations indiennes et l'Etat (vice Ministère de Justice Indienne, Institut National de Réforme Agraire, Vice Ministère des Terres) pour établir des stratégies concertées en faveur d'un accès plus équitable des femmes à la terre.
7. Evolution des organisations rurales: <ul style="list-style-type: none"> • Légitimité et représentativité • Capacités techniques et opérationnelles • Capacités administratives et financières • Capacité d'incidence (dont capacités d'analyse, de négociation et d'alliance) • Fonctionnement interne • Capacité d'autofinancement 	Visualisation de la problématique du genre autour de l'accès à la terre et la gestion duale (homme/femme) du pouvoir au sein de CONAMAQ.
8. Evolution des partenaires : <ul style="list-style-type: none"> • Capacités techniques et opérationnelles • Capacités administratives et financières • Capacité d'incidence sur les pratiques et politiques du développement rural (incluant la capitalisation) • Fonctionnement interne, démocratie et transparence • Capacité d'autofinancement • Légitimité et représentativité 	Amélioration des capacités géographiques de cinq régionales de CONAMAQ (40 promoteurs formés). Dotation d'un kit SIG (GPS+software+ordinateur) à 3 régionales à la fin du projet.
9. Incidence sur les politiques locales et/ou nationales	Il existe un débat permanent entre CONAMAQ et diverses ONG (dont AVSF) au sein du Forum Autonome Indien mais malheureusement CONAMAQ continue à avoir des difficultés de négociations avec le gouvernement, notamment pour assurer la participation et représentation politique nationale des peuples indiens (négociations où prédominent encore les partis politiques).

Principales activités prévues en 2010

Publication systématique.

Paroles et témoignages

Issu du document Mujeres Autoridades. Témoignages de femmes.

Entonces el "derecho a la tierra" no es igualitario y diferenciado, por un lado mujeres y por otro hombres. Nosotros hemos luchado por las Tierras Comunitarias de Origen (TCO) porque es un paso hacia la recuperación de la visión del territorio, la Autonomía Indígena y la Libre Determinación.

Este proceso de saneamiento de nuestras tierras y comprender la titularidad colectiva, nos ha reforzado como organización, además ha resuelto conflictos entre linderos, entre vecinos, ha sacado a la luz muchos conflictos que deben ser resueltos por el bien de la organización. Aún así, no es un proceso automático, no podemos sacarnos de la cabeza del todo, la noción de la propiedad individual. Esto perjudica porque la organización tarda mucho en buscar proyectos y planes para su Gestión Territorial.

Las TCO se han legitimado a nivel de las bases, estamos concientes de su necesidad, con el título de propiedad colectiva, al parecer las cosas son iguales, pero se debe tomar en cuenta que en el proceso de este saneamiento, las mujeres así como en todas las luchas que emprenden nuestros pueblos, hemos sido activas, nos hemos informado y se han sacado a relucir muchos conflictos que conciernen a mujeres que se han visto marginadas y discriminadas, en el acceso a las tierras que poseen y trabajan.

Muchas mujeres son expulsadas por pelear por sus tierras, se ha visto la difícil problemática de las que fueron "yernas odiadas" y al quedar viudas se ven sin posesión y sus propias comunidades les dan la espalda. Otras en cambio abusan de su condición y adquieren tierras con sus maridos y pelean por las de sus padres, esto rompe los equilibrios del ayllu y separa a la organización.

Esta lucha por las TCOs significa la búsqueda del equilibrio, dotar a las mujeres, a los jóvenes, que el ayllu tome responsabilidad para que unos no tengan grandes propiedades y otros no.

Contact

Responsable du projet : Omar Callisaya

mail : oz.callisaya@avsf.org

Coordination Nationale : Bolivie- Sarah Metais

mail : s.metais@avsf.org

AVSF France – Pôle opérationnel : projet@avsf.org

Site : <http://www.avsf.org>